

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 13/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**DELMONICO DOREL**

4 RD 132  
26140 Andancette

Références : 20230712-RAP-DACA0712  
Code AIOT : 0006100606

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement DELMONICO DOREL implanté ZI des Ramières – Ecosite Quartier les Brunelles 26400 Eurre. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre de l'opération de contrôle inter-services du 6 juillet 2023, sur le secteur de la réserve nationale naturelle des Ramières.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELMONICO DOREL
- ZI des Ramières – Ecosite Quartier les Brunelles 26400 Eurre
- Code AIOT : 0006100606
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société DELMONICO DOREL et ses installations connexes sont autorisées par l'arrêté modifié n°20166322-0006 du 17 novembre 2016. L'exploitation de sables et graviers est faite

en eau avec une production maximale de 122 000 tonnes par an. La carrière est autorisée jusqu'au 17 novembre 2026.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention des pollutions
- suivi des consommations d'eau
- mesures liées à la sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, dans les meilleurs délais ou dans les délais fixés ci-après, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, études, analyses, photos, etc.) ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
1	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.1-I	Lettre de suite	1 mois
4	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.2	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.1-II	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.1-IV	Sans objet
5	Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.4	Sans objet
6	Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.4	Sans objet
7	Sécheresse de la Drôme	Arrêté Préfectoral du 09/06/2023, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'observation principale porte sur la mise en place d'un compteur sur les rejets qui permettra de connaître la consommation d'eau pour l'activité de lavage des matériaux et pas seulement les prélèvements qui sont bien suivis. Une autre observation est sur le suivi de l'entretien du séparateur d'hydrocarbure.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ravitaillement des engins
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche équipée d'un point bas étanche relié à un séparateur d'hydrocarbure.
<b>Constats :</b> Une aire étanche équipée d'un point bas relié à un séparateur d'hydrocarbure est présente.
<b>Observations :</b> Transmettre à l'inspection le dernier bordereau de suivi de déchets réalisé lors de la vidange du séparateur d'hydrocarbure sous un délai d'un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.1-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.
<b>Constats :</b> Les produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont sur rétention et sous abri. Le stockage de carburant est dans un local dédié. Tous ces produits sont sur l'aire étanche reliée au séparateur d'hydrocarbure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.1-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recyclage des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisés sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.
<b>Constats :</b> Les eaux de lavage des matériaux sont recyclées. Suite au lavage des matériaux elles passent dans un débourbeur, puis un clarificateur. Les boues liquides sont ensuite dirigées vers le plan d'eau qui doit être remis en état sous forme de zone humide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limité par des systèmes qui en favorisent l'économie. La quantité maximale annuelle d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 30 000 m <sup>3</sup> . Cette eau proviendra de la nappe sous-jacente par puisage dans les forages réalisés sur le site. L'installation sera munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé ; le relevé sera fait hebdomadairement, et les résultats inscrits sur un registre. Annuellement , l'exploitant fera part à l'inspecteur des installations classées et au service en charge de la police du milieu du lieu de prélèvement, de ses consommations d'eau.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de réseau d'eau potable qui arrive sur le site. Tous les prélèvements sont faits au niveau de la nappe d'accompagnement de la rivière Drôme.  Il y a sur site 3 forages : <ul style="list-style-type: none"><li>– Forage 1 qui dispose d'un compteur : bassin eau claire</li><li>– Forage 2 qui dispose de deux compteurs : compteur clarificateur et compteur appoint d'eau claire</li><li>– Forage 3 qui dispose d'un compteur : usage sanitaire.</li></ul> Suite à la visite, l'exploitant nous a transmis les relevés des différents compteurs depuis la reprise du site en 2021. Les relevés sont hebdomadaires et consignés dans un registre numérique.  Les prélèvements annuels sont de l'ordre de 30 000 m <sup>3</sup> et à mi-juin 2023 les prélèvements sont de 12 207 m <sup>3</sup> . L'exploitant déclare sur GEREPP ses prélèvements d'eau.  L'exploitant a la possibilité de ne faire que de l'extraction (sans consommation d'eau) ou du lavage de matériaux. En 2022, l'exploitant a favorisé l'extraction en période estivale ce qui a permis de diminuer les prélèvements de 30 à 50 % par rapport à l'été 2021.  Pour le mois d'août 2023 l'exploitant a indiqué que l'extraction sera privilégiée.
<b>Observations :</b> L'exploitant suit ses prélèvements d'eau dans la nappe d'accompagnement de la Drôme. Par contre il ne suit pas les rejets d'eau dans le plan d'eau (en lien avec cette nappe).  Ceci permettrait de connaître la consommation réelle d'eau de l'installation de lavage des matériaux et la comparer aux bonnes pratiques de la profession : consommation de 200 litres à 300 litres par tonnes de matériaux traités (selon la quantité d'argile présente). L'exploitant a indiqué qu'un compteur a été commandé afin de mesurer ce rejet.  L'inspection demande à l'exploitant de la tenir informée sous 3 mois de la mise en place de ce compteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 5 : Contrôle des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézométrie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un relevé mensuel du niveau de la nappe sera effectué sur les 8 piézomètres et sur les 3 échelles limnimétriques.
<b>Constats :</b> Suite à la visite l'exploitant a transmis, le 7 juillet 2023, le fichier contenant les suivis mensuels des niveaux des différents piézomètres de la carrière et échelle limnimétrique. Il y a peu de battement de la nappe (environ 50 cm selon les périodes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Contrôle des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2016, article 10.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi de la qualité des eaux est semestriel. Il est effectué par un organisme agréé dans les deux piézomètres Pz00/1 (aval) et Pz00/4 (amont) et dans le plan d'eau en cours d'extraction.
<b>Constats :</b> Lors de la visite l'exploitant a transmis à l'inspection les analyses semestrielles de 2021 et 2022 des piézomètres Pz00/1 et Pz00/4, du plan d'eau.  Le suivi comprend une analyse bactériologique, pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures, conductivité, ammonium et nitrates.  Pas de remarques particulières hormis pour le prélèvement du 10 octobre 2022 pour le Pz00/4 avec des concentrations en MES de 180 mg/L et hydrocarbure de 0,12 mg/L. Ceci peut être lié à un mauvais rinçage du piézomètre lors du prélèvement. À suivre lors des prélèvements de 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Sécheresse de la Drôme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté sécheresse
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures mises en place en lien avec la sécheresse
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 6 juillet 2023, le bassin de la Drôme était en vigilance.  Les prélèvements sont faits dans la nappe d'accompagnement de la rivière Drôme.  Il est à noter qu'un prélèvement dans la nappe d'accompagnement d'un cours d'eau est considéré comme un prélèvement d'eau de surface.  L'exploitant est en train de finaliser son Plan de Sobriété Hydrique (PSH). Ceci est notamment lié aux dispositifs de recyclage des eaux (clarificateur) et retour des eaux chargée en boues dans un plan d'eau en lien avec la nappe d'où est prélevée l'eau.  Il convient de connaître en plus des prélèvements d'eau, la consommation d'eau liée au lavage des matériaux (prélèvement d'eau moins rejets dans le plan d'eau).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet